



# *Le trabendo* ou la mondialisation par la marge

**Fatima Nabila Moussaoui**

DANS **POLITIQUE AFRICAINE** 2015/1 N° 137 , PAGES 117 À 128  
ÉDITIONS **KARTHALA**

**ISSN 0244-7827**

**ISBN 9782811114275**

**DOI 10.3917/polaf.137.0117**

**Date de mise en ligne : 28/05/2015**

**Article disponible en ligne à l'adresse**

<https://shs.cairn.info/revue-politique-africaine-2015-1-page-117?lang=fr>



**CAIRN · INFO**

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Karthala.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

## LE DOSSIER

FATIMA NABILA MOUSSAOUI

LE TRABENDO OU LA MONDIALISATION  
PAR LA MARGE

Le *trabendo*, terme issu de l'espagnol *contrabando* et qui désigne un ensemble de pratiques liées à la contrebande transfrontalière, est très présent dans la société algérienne depuis les années 1990. Il reflète une réalité socio-économique et résume le contexte général d'un pays en quête de modèle dans une période marquée par d'importantes mutations sociales. Le *trabendo* est une invention économique par de nouveaux acteurs transnationaux dont la capacité à négocier, tisser des liens de part et d'autre de la frontière, connaître les circuits des marchandises et faire partie de réseaux influents constitue la base de la réussite. Cet article propose une ethnographie du *trabendo* à la frontière algéro-marocaine qui met en évidence à la fois l'importance de la « débrouille » aux marges de l'État et les multiples imbrications entre licite et illicite, formel et informel.

Les régions de Maghnia en Algérie, comme celle d'Oujda au Maroc sont reliées depuis la fermeture des frontières terrestres, en août 1994, par des *routes de passages* essentielles pour le maintien des liens familiaux, comme pour les affaires des contrebandiers. De la contrebande « vivrière » aux réseaux organisés, à dos de mulets ou dans les coffres de voitures, les populations des zones frontalières vivent en grande partie de ce commerce illicite. Travailler dans le *trabendo* (contraction de l'espagnol *contrabando*<sup>1</sup>) revient à mener des activités marchandes informelles qui, à première vue, échappent au contrôle de l'État. Ce marché noir, ou parallèle, est étroitement lié à la question des frontières, du passage, et de la transgression.

Dans cette contribution, je tenterai de rendre compte, à partir de mes observations *in situ* à Oujda et Maghnia, des répercussions du *trabendo* sur l'organisation des sociétés transfrontalières et de la politique de l'État à l'égard de ce phénomène, désormais ancré dans l'espace et l'imaginaire collectif des Algériens. Cette contribution se nourrit de mes recherches de terrain, menées depuis quelques années pour traiter de la frontière algéro-marocaine

1. M. Moussaoui, « L'hispanisme dans l'Oranais. Incidence lexicale ou legs culturel », *Insaniyat*, n° 23-24, CRASC, janvier-juin, 2004.

et de ses dynamiques sociales et économiques depuis sa fermeture officielle en 1994. .

Le *trabendo* est une activité visible, quotidienne, approuvée autant par les *trabendistes* que par les gardes-frontières, la douane et les autres acteurs officiels censés surveiller la frontière. Ainsi, vivre dans cet espace suppose d'être en mesure de transgresser la loi, de disposer du bon contact pour se prémunir du danger de saisie de marchandises. Un *trabendiste* m'a expliqué que la route de passage de Sidi Boudjenane, entre Maghnia et Berkane à la frontière marocaine, appelée communément *trig el ouahda* (route de l'unité), « est une route qui s'achète », pour rendre compte du caractère transactionnel des routes de la contrebande. Tout changement des brigades de gardes-frontières, de douaniers ou de gendarmes implique une redéfinition des rapports entre acteurs du *trabendo* et institutions officielles. Ces acteurs étatiques sont un maillon essentiel à cette chaîne de travail informel, où les liens constituent des ressources déterminantes. Considéré comme unique source de revenu dans la bande frontalière, le *trabendo* est, pour l'État, une solution au chômage, élevé dans la région. Pour la population locale, la contrebande est un moyen d'affirmation économique et sociale, et les produits transnationaux ainsi importés satisfont une demande de textiles, cosmétiques ou de pièces détachées pour les véhicules.

#### LA FRONTIÈRE, ENTRE TRACÉ ET PRATIQUE

La frontière entre Maghnia et Oujda renvoie à une réalité socioéconomique complexe vis-à-vis du politique et du droit. Le tracé de cette frontière remonte à la conquête coloniale en Algérie, au cours de laquelle fut signé le traité de Tanger entre la France et le Maroc, confirmé par la convention de Lalla Maghnia en 1845. Vivre en région transfrontalière revient à vivre dans un entre-deux, où la famille peut être divisée. Une femme de Maghnia, dans la localité de Marsat Ben M'hidi, m'a confié ne pas avoir revu sa sœur, vivant à Sidi Yahia au Maroc, entre les années soixante-dix et 1990. Plus qu'un simple tracé, la frontière est une expérience vécue et partagée, d'un côté comme de l'autre : ici, c'est bien l'activité économique du *trabendo* qui relie les espaces et les sociétés.

La frontière algéro-marocaine, à Maghnia et à Oujda comme dans les localités voisines, n'est pourtant pas toujours marquée et perceptible en tant que telle, tant ces deux espaces et ces deux sociétés apparaissent similaires. La traversée de l'Algérie vers le Maroc, par *trig el Ouahda*, la route de l'unité, comme la nomment ceux qui l'empruntent, est une pratique quotidienne et facile pour les habitants d'ici et de là-bas.

Les relations entre les deux États ont structuré les possibilités et les pratiques de passage. Avec l'indépendance de l'Algérie en 1962, ont ressurgi les questions sensibles du tracé des frontières, provoquant la crispation des relations algéro-marocaines. La première fermeture de la frontière en octobre 1963, suite à la revendication des territoires du Sud algérien, Béchar et Tindouf, par le royaume marocain, a conduit à la « guerre des sables »<sup>2</sup>.

En 1975, le Maroc a repris le Sahara et depuis, les deux États voisins ont frôlé la guerre à plusieurs reprises, notamment lorsque l'Algérie, reconnaissant le Sahara occidental comme un État indépendant et appuyant les revendications du *Front polissario*, a expulsé les marocains de son sol et a décidé la fermeture de la frontière. Ces événements restent une plaie béante, et ressurgissent jusqu'à ce jour dans les récits émanant des deux côtés de la frontière. Le gel des relations politiques entre les deux États a perduré jusqu'en 1988, année où les frontières terrestres ont été réouvertes.

Mais en 1994, des attentats ont été commis à l'hôtel Atlas Asni à Marrakech. L'implication de Franco-Algériens a conduit le gouvernement marocain à procéder à la fermeture des frontières terrestres et à imposer un visa d'entrée pour les ressortissants algériens. L'Algérie a répliqué par les mêmes mesures de rétorsion diplomatique. Cette dernière fermeture, intervenue pendant la libéralisation, a affecté le monde des affaires marocain et les « touristes à la valise<sup>3</sup> » algériens, qui effectuaient du commerce durant leur séjour.

### **LA FRONTIÈRE, RUPTURE OU SIMPLE DISCONTINUITÉ ?**

Aujourd'hui encore, cette région se présente comme un espace trans-frontalier qui engendre des pratiques sociales, culturelles et économiques à dimension transnationale. La frontière n'y est pas perçue comme une limite spatiale et légale, mais comme un espace de transgression pour échanger. Par leurs positions géographiques, les populations qui vivent dans les villages frontaliers se considèrent comme algériens et marocains à la fois, une double identité qui se traduit dans leurs pratiques quotidiennes : le parler, la cuisine, les vêtements et leurs rapports aux centres, à savoir les capitales des deux États.

2. Aidée par l'Égypte et Cuba, l'Algérie déclenche la guerre contre le Maroc, le 8 octobre 1963, suite à plusieurs incidents frontaliers dans la région de Tindouf. Les combats cessent le 5 novembre, et l'Organisation de l'unité africaine obtient un cessez-le-feu définitif le 20 février 1964, laissant la frontière conforme au tracé de Lalla Maghnia (1945).

3. M. Péraldi, « L'esprit de bazar. Mobilités transnationales maghrébines et sociétés métropolitaines. Les routes d'Istanbul », in M. Péraldi (dir.), *Cabas et containers. Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2001.

Les régions frontalières sont en quelque sorte marginalisées, de par leur éloignement de l'État central et des centres de décision. Les projets socio-économiques n'y ont vu le jour que depuis la fermeture de cette frontière « rentable ». La léthargie qu'a connue la région de l'Oriental marocain durant cette période a mené à une politique de planification économique pour l'amélioration des conditions de vie, pour revigorer une région frappée par le chômage, où seuls les échanges transfrontaliers avec l'Algérie sont sources de capitaux. Le même constat s'impose du côté algérien, dans la ville de Maghnia. Mais ces politiques n'ont pas interféré avec les pratiques des habitants de la région, dont les allers-retours à la frontière constituent la principale activité, de fait bien plus rentable que les activités impulsées par les politiques étatiques.

Ainsi la frontière entre les deux villes, Oujda et Maghnia, a créé une relation particulière. Au moment où les deux pays sont en froid, pour des raisons historiques relatives à cette même frontière, des relations d'échanges et les liens sociaux subsistent, voire s'intensifient aujourd'hui. Cette dynamique aux frontières est portée par le *trabendo*, par le mouvement permanent qu'il induit, révélateur de la porosité de la frontière. Loin des décisions politiques et des tensions diplomatiques, la population à la frontière fonctionne selon sa propre logique, régie par la demande et la sécurité de l'acheminement des produits attendus de l'autre côté.

La frontière n'est pas un obstacle, mais elle introduit une discontinuité dans l'espace social transfrontalier. Avoir de la famille de l'autre côté de la frontière est l'assurance de profiter de cette discontinuité, en créant des liens dans l'activité informelle, et en garantissant le maintien du rythme du travail. Il y aura toujours quelqu'un pour prendre la commande, rassurer sur la qualité du produit, le dissimuler dans les locaux et hangars en cas de contrôle. Le lien familial est un gage de solidarité et de continuité des réseaux dans l'ombre de l'officiel. Ces liens s'appuient sur des alliances familiales anciennes, que la construction de la frontière dans la région n'a pas effacées.

#### **MAGHНИЯ, LA FRONTIÈRE ENTRE POLITIQUE ET RÉALITÉ SOCIALE**

Se situant à l'extrême Ouest algérien, Maghnia est une des *dairas* (sous-préfectures) les plus importantes de la *wilaya* (département) de Tlemcen. Elle compte plusieurs communes frontalières avec le Maroc, telles que Souani, Bab Al Assa, Marsat Ben M'hidi à l'ouest, et la commune de Beni Bou Said au sud. À l'est, elle est bordée par la commune de Hammam Boughrara et à l'ouest par l'Amalat d'Oujda au Maroc. Toutes ces localités vivent

principalement de la contrebande transfrontalière, et chacune est spécialisée dans un commerce spécifique.

Le *trabendo*, pour les Algériens, désigne la vente de produits rares, voire « introuvables » sur le marché national, issus de l'économie « en réseaux<sup>4</sup> ». Il est également utilisé pour qualifier l'activité en elle-même, c'est-à-dire l'ouverture à l'international pour approvisionner le marché local en produits recherchés et convoités. Ce commerce contrebandier met sur les routes hommes et femmes qui trouvent là un moyen de gagner leur vie, en jouant sur la demande de plus en plus forte, dans ces pays, de biens de consommation introuvables hors des circuits informels ou à des prix inaccessibles à la majorité de la population. Au tournant des années quatre-vingt-dix, le *trabendo*, connu dans les rues algériennes sous le nom de *business* ou de *cabas*, revêt une visibilité nouvelle, de par son ampleur et sa diffusion dans toute la société algérienne. Il englobe une diversité d'activités informelles : le marché noir, ou parallèle, les produits d'importation illicite, la revente à domicile ou dans la rue, à la sauvette.

Le *trabendo* aux frontières est une activité tolérée et admise dans la société algérienne. Il apporte une réponse à une situation économique en crise, puisqu'il endigue le chômage touchant plus de 14 % de la population active algérienne, selon les chiffres officiels. Aussi, la population y voit un moyen de réussite économique et sociale. On peut donc considérer cette pratique comme une transgression institutionnalisée, dans la mesure où elle fait l'objet d'une large acceptation sociale.

Être *trabendiste*<sup>5</sup> reste néanmoins un métier dangereux, car « faire du *trabendo* » implique, en travaillant en zone transfrontalière, d'être confronté aux contrôles des gardes-frontières, des gendarmes et des douaniers. Madjid, un *trabendiste* algérien exprime ainsi le risque lié à l'activité : « Nous [les *trabendistes*] mobilisons un capital important pour nos achats, une fois aux frontières, nous risquons de tout perdre si jamais on tombe sur les douaniers ». Pratiquer la frontière au quotidien, suppose de développer des réseaux locaux qui facilitent l'échange, le passage et la sécurité des transactions. Tout cela a un prix, la loyauté et la confiance.

Véritable illustration de l'économie de débrouille, à défaut d'alternatives, le *trabendo* est d'abord motivé par la demande économique, ce qui ne l'empêche pas de se construire une éthique. Notre enquête de terrain, dans la ville algérienne de Maghnia, a permis de démontrer que le *trabendo* répond à une

4. A. Tarrius, *La Mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades des économies souterraines*, Paris, Balland, 2002.

5. Vocabulaire courant dans le parler algérien, qui désigne la personne qui travaille dans le secteur du *trabendo*.

demande locale et qu'il est ancré dans les mœurs des sociétés transfrontalières au point d'impliquer parfois des familles entières. Des hommes, des femmes et des enfants ont tous un rôle dans la chaîne de cette activité. Mimouna, une mère au foyer, explique que le *trabendo* en provenance du Maroc fait vivre toute sa famille, composée de quatorze membres. Son mari, transporteur de marchandises, effectue des voyages quotidiens entre Maghnia et Oujda pour s'approvisionner en oranges et en produits de consommation courante. Ses enfants, quant à eux, se sont spécialisés dans la revente de carburant au Maroc. Elle nous confie que : « Tous les jours, ils vont à la station service vers quatre heures du matin, pour prendre place dans la file d'attente afin de s'approvisionner en carburant. Ensuite ils partent à la frontière pour vider tout cela et revenir pour une deuxième opération. C'est leur seul gagne-pain. C'est vrai que c'est un métier à risque, mais il n'y a pas d'alternatives dans la région<sup>6</sup> ».

Le *trabendo* a contribué à redynamiser des villes frontalières comme Maghnia et Tlemcen, au point de reformuler la structure même de l'espace. Certains quartiers de ces villes sont devenus de véritables centres de commerce, comme Zouia, Bab al Assa, à Maghnia, ou Beni Drar, Ahfir, à Oujda. Ces lieux-dits sont sortis de l'anonymat du fait de leur nouvelle vocation économique transnationale. À Maghnia, chaque quartier se singularise par un type de commerce. De même, le village frontalier appelé Akid Lotfi, tout comme le poste de contrôle de la frontière, sont spécialisés dans le commerce d'alcool, principalement du whisky et du Ricard en provenance des enclaves espagnoles, Ceuta et Melilla, au Maroc voisin. La localité de Boukanoune vit aussi principalement de cette activité. Le village de Béni Boussaid, quant à lui, est réputé localement et nationalement pour son marché, Zouia, spécialisé dans la vente de vêtements, de chaussures et de téléphones portables en provenance du Maroc.

Bien que fort répandu, le *trabendo* reste toutefois tributaire des conjonctures politiques et économiques. Quand l'État se montre plus souple vis-à-vis de ces échanges commerciaux, l'activité est très lucrative pour les *trabendistes* et les clients y trouvent des prix plus abordables. À l'inverse, toute réorganisation des structures étatiques, en charge de la protection des frontières de la répression des fraudes, est génératrice de pertes conséquentes chez les acteurs du *trabendo*. Ainsi, après l'année 2010, où l'État a desserré l'étau sur les activités informelles, l'année 2012 fut une année difficile pour les *trabendistes*, car l'État algérien a alors appelé à la lutte contre l'informel sous toutes ses formes. Une lutte qui n'a évidemment pas abouti puisque le *trabendo* a introduit de nouvelles habitudes de consommation dans la société

6. Entretien, Sidi Boudjennane- Maghnia, 7 juin 2012.

algérienne auxquelles elle n'est pas prête de renoncer. Les populations frontalières se sont ouvertes sur l'extérieur, ce qui a suscité un certain nombre de pratiques nouvelles. Ainsi, le *trabendo* a contribué à l'instauration des comptes bancaires pour devises, généralement en euros. Tous les *businessi* ont un compte en euros qu'ils utilisent lors de leurs voyages à l'étranger, compte également indispensable pour justifier une demande de visa à partir de l'Algérie. L'activité du *trabendo* a aussi favorisé la multiplication des bureaux de change parallèles où le taux de change se trouve plus avantageux que le taux officiel. De tels bureaux se sont installés dans ces villes frontalières et même dans les villes limitrophes. On peut citer par exemple celui de Roukhou, une personnalité de la ville d'Oran et une référence régionale dans le domaine du change parallèle. Installé depuis plusieurs années comme fleuriste, si l'on se réfère au registre officiel du commerce, il a fait fortune dans le change parallèle. Il gère désormais une véritable banque, à en juger par l'organisation qui la caractérise et le matériel d'authentification des billets de banques qui s'y trouve.

Aussi, le *trabendo* génère des exigences nouvelles. Il a introduit une distinction dans la qualité des produits, entre le local, jugé bas de gamme, en comparaison avec le produit d'importation de manufacture supérieure. Considéré comme une marque de réussite sociale, de choix et, travailler dans le *trabendo* constitue, de plus, un facteur d'émancipation pour les femmes, de plus en plus présentes dans ce secteur d'activité en plein essor dans la région. Leurs voyages, au cours desquels elles achètent et sélectionnent la marchandise, leur procurent une certaine liberté. Elles réalisent des transactions très importantes et deviennent négociatrices, autant d'activités autrefois réservées exclusivement aux hommes.

### **LE TRABENDO, SES LOGIQUES, SON FONCTIONNEMENT**

Activité extra-légale qui s'opère en marge de l'économie des États, le *trabendo* se plie à une hiérarchie connue et reconnue dans le milieu de ces « fourmis<sup>7</sup> ». Le monde des *trabendistes* est aussi bien organisé que toute autre structure organisationnelle, puisqu'il s'appuie sur une structure et des logiques de fonctionnement reconnues.

Tout au bas de l'échelle, se trouve le revendeur ; celui-ci peut être un jeune, rejeté du système scolaire, qui vend ce qu'il peut se procurer, en échange d'une petite commission. Le *djoundi* ou le « petit » passeur se déplace sur

7. A. Tarrus, *Les Fourmis d'Europe : migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes internationales*, Paris, L'Harmattan, 1992.

les lieux de vente comme à Zouïa, localité à la frontière algéro-marocaine plaque tournante de la contrebande à l'échelle nationale, comme la Syrie avant 2010, la Turquie ou la Chine, à l'échelle transnationale. La destination est déterminée par le produit à importer en fonction de la demande. La fonction du *djoundi* requiert certaines conditions : posséder un passeport, être disponible à tout moment, et se contenter de peu de confort durant son déplacement. De même, il doit suivre un itinéraire fixe, et une fois sur place, son temps est compté : il négocie, emballe et rentre. Pour chaque unité importée, il dispose d'une commission. Par exemple, pour chaque article/unité (*haba* dans le jargon *trabendiste*) importé d'Espagne et rentré en Algérie par la voie terrestre, il perçoit 500 dinars algériens<sup>8</sup>, soit cinq euros.

*Maalem*<sup>9</sup>, ou le patron, comme son nom l'indique, est celui qui gère, organise ce commerce, veille à la bonne marche des affaires et répartit les produits *importés*. Seul, ou associé, il dispose de dépôts où il stocke sa marchandise. La distribution, quant à elle, reste soumise à la loi de l'offre et la demande, elle s'effectue au moment de la commande des commerçants de détail.

Le *trabendo* est une économie basée sur l'opportunité. Faire une affaire consiste à tirer profit d'une situation de crise ou de rupture de stock d'un produit et à l'acheminer par des réseaux afin de pourvoir un marché demandeur. Le *trabendo* s'apparente aussi à une économie de performances, où le *trabendiste* est acteur de son ascension sociale et professionnelle. Le « capital social » joue ici un rôle déterminant. La performance se mesure aux connaissances dans le milieu du *trabendo*, à savoir la sphère des acteurs et autorités officiels, en complémentarité de celle des réseaux fournisseurs transnationaux qui alimentent le marché algérien depuis les années quatre-vingt-dix. Du commerce à la valise, à l'économie souterraine transnationale, le *trabendo* a encore de beaux jours devant lui face à l'insuffisance de produits manufacturés en Algérie. L'État algérien opte depuis plusieurs années pour une politique d'importation en subventionnant l'importation de la plupart des produits de consommation courante. Ce sont ces mêmes produits qui constituent la marchandise à faire circuler de l'autre côté de la frontière, au Maroc.

Cette recherche basée essentiellement sur un travail de terrain m'a permis de travailler avec des *djounouds* (littéralement traduit : les soldats). Dans ce contexte, le terme fait référence à ces jeunes spécialisés dans l'acheminement de marchandises dissimulées pour échapper au contrôle douanier. D'un point

8. 45 euros.

9. Il est nommé aussi *moul echi*, ou *saheb echkara*, traduit en français par « le propriétaire de la bourse ».

à un autre, ils suivent des itinéraires prédéfinis, parcourus grâce à des réseaux de relations personnelles. Être *djoundi* signifie être apte à affronter toute difficulté ou imprévu. Telle est la mission de dizaines de jeunes rencontrés sur l'axe Maghnia-Oran. J'ai suivi mes informateurs pendant quelques mois, et j'ai pu constater la régularité de leurs départs à la frontière, connaître leurs fournisseurs, et comprendre leur démarche. J'ai suivi leurs parcours et leurs activités depuis la prise de contact jusqu'à la livraison.

Kader, un commerçant d'Oran qui s'approvisionne essentiellement au marché de Zouïa à Maghnia, m'expliquait comment tous ces vêtements de marques arrivent dans sa boutique de l'avenue de Choupôt à Oran. Jeune, branché, Kader ne manque pas une occasion de vanter sa réussite dans le monde du business : « Je faisais le cabas avant de m'installer à Choupôt ». « Faire le cabas » correspond au commerce « à la valise » connu dans les années quatre-vingt-dix, où les marchandises venaient essentiellement d'Europe, surtout de Marseille, Alicante et Naples. On y trouvait essentiellement des jeans, des chaussures, des parfums de marques et des montres.

« Après, comme je ne pouvais plus me déplacer à l'étranger avec les problèmes, à l'époque, du service national, je me suis orienté vers Maghnia. J'avais beaucoup de contacts là-bas. Je partais une fois par mois, je ramenaient ce qu'il fallait, m'appuyant sur les commandes des commerçants de M'dina Jdida. Je ne gagnais pas beaucoup mais j'ai appris le métier... Nous faisons partie d'une chaîne, on se relayait. Les gens de Zouïa nous connaissaient. Il y avait des choses qu'on payait sur place, d'autres seulement une fois écoulées sur le marché d'Oran. Tout est question de confiance »<sup>10</sup>.

Et pour la question de l'organisation, Kader me racontait comment il voyageait la nuit pour s'approvisionner et revenait au petit matin à Oran.

« Je partais la nuit, avec un groupe d'autres jeunes, nous partions tous pour la même chose. Le chauffeur de taxi était payé pour l'aller-retour. Nous avions chacun une liste de marchandises à ramener selon la demande à Oran. Pour le départ, c'était facile, mais le retour posait problème, car nous avions beaucoup de bagages et ça posait problème avec les douaniers. Donc on s'arrangeait la plupart du temps ».

« Des fois, ceux qui empruntent la route en premier vers Oran nous informent sur l'état de la route, le nombre de barrages de gendarmes et de douaniers, quelles brigades sont sur le terrain, des choses comme ça. D'autres fois, les douaniers saisissaient toute la marchandise qu'on transportait, mais la plupart du temps on achetait la route (*Nechrou trig*)<sup>11</sup> ».

10. Entretien avec Kader N., un *trabendiste* spécialisé dans les vêtements pour hommes, installé à Choupôt, Oran, mai 2013.

11. Entretien avec Kader N., Oran, mai 2013.

Cette expression est récurrente dans le milieu et signifie « payer un bakchich », payer son droit de passage. À quelques kilomètres seulement du poste frontière Akid Lotfi, *triq el ouahda*, la route de l'informel connaissait déjà, avant 1994, un passage incessant de trafiquants de drogues et de carburant toute l'année. Aujourd'hui, il s'agit de la route engendrant les plus gros bénéfices, pour les passeurs, les contrebandiers et même pour les gardes-frontières. Elle représente cet « espace rentier » disputé des deux côtés de la frontière, aux dires des *trabendistes* eux-mêmes. « Passer par *triq el ouhda* aux périodes difficiles nécessite *chkara* [la bourse, métaphore des sommes importantes à verser comme pot-de-vin]<sup>12</sup> ».

La route de la contrebande est une route qui s'achète. Ceux qui surveillent le passage des patrouilles de gendarmerie et des gardes-frontières, tout comme ces derniers, exigent leur part du bénéfice attendu par ce passage. En 2013, Kader expliquait qu'un capital de 500 000 dinars (soit environ 4 700 euros) pouvait engendrer jusqu'à 80 000 dinars de dépenses en pots-de-vin, versés tout au long de la route Maghnia-Oran. Mais les périodes les plus difficiles pour ces *trabendistes* correspondent au changement des équipes de gardes-frontières, ou à la relève des chefs de brigades de gendarmerie. « Ce sont des périodes où on perd beaucoup. Il y a des saisies de marchandises importantes et pour instaurer ce climat de confiance entre eux et nous, il nous faut des mois, car ils ne connaissent pas le système. Mais dès qu'ils mettent en place leurs tarifs ça roule<sup>13</sup> ».

À Maghnia, M., spécialisé dans le trafic de carburant, doit payer de part et d'autre de la frontière pour faire acheminer le carburant : « Chacun veut sa part. Tu crois qu'avec mon camion je passe inaperçu ? Évidemment non ! J'ai mon réseau, je paye nos agents [en références aux gardes-frontières algériens] et ceux du makhzen [les Marocains] pour avoir la paix. C'est comme un péage quoi ! », lance-t-il en riant. Ainsi on peut noter que l'État est bien présent sur la bande frontalière, mais il ferme les yeux. La frontière est faite de disputes, mais elle se discute. La frontière s'impose, mais l'argent atténue les pertes. Les contrebandiers préfèrent payer et entretenir un lien avec les agents de l'État, pour assurer la continuité de leurs affaires. Ces derniers sont là, motivés pour se faire de l'argent, dans une zone frontalière qui, dans la carrière d'un gendarme ou d'un douanier, reste un tremplin. Un douanier, originaire de Constantine, à l'est de l'Algérie, me confiait au début de mes recherches en 2010 : « Si un douanier travaille pendant dix ans dans une zone frontalière, il peut sortir à la retraite tranquille, car il gagnera ce que l'État le paye pendant toute sa carrière ». Un garde-frontière marocain

12. Entretien avec Kader, Oran, mai 2013.

13. Entretien avec Kader, Oran, mai 2013.

me tenait exactement les mêmes propos à Sidi Yahia, au Maroc. Pour lui, passer des années dans un poste frontière, « oublié par les autorités et mal payé ne peut qu'encourager ce compromis avec les contrebandiers<sup>14</sup> ».

### INFORMATION, COMPÉTENCE ET ÉMANCIPATION

Le *trabendo* est une chaîne où chacun joue un rôle bien défini. Une organisation minutieuse, répondant à des horaires fixes et des itinéraires précis peu adaptés pour cette région frontalière, et qui marque le quotidien de celle-ci. D'autre part, l'argent n'est pas la seule monnaie d'échange et de négociation ; la parole (*el kelma*) a sa légitimité. La plupart de la marchandise circulant aux frontières se vend sur parole du *maalem*, basé en Algérie. Ce n'est qu'une fois les produits écoulés que les comptes se font entre grands *biznessi*. Ainsi, la parole constitue la clé de l'ensemble des échanges. Aussi, bien qu'appartenant à l'économie informelle, le *trabendo* obéit à un cadre structuré par les liens, la parole donnée et la reconnaissance des uns envers les autres, entre soldats et patrons, entre acteurs officiels et contrebandiers.

Le circuit du *trabendo* est conditionné par l'information. Cette dernière est une ressource fondamentale pour l'accomplissement des transactions marchandes. Savoir négocier passe par le savoir s'informer, donc par un réseau qui permet l'accès aux renseignements, essentiels aux circuits de l'activité. Capter l'information relève d'une compétence acquise et évolutive à la fois. Cette performance pour gérer l'information, dire l'essentiel, aller au but relève d'une compétence qui ne peut s'acquérir que par la pratique. Le *djoundi*, grâce à son réseau d'information, sait où et quand la route est difficile à emprunter, du fait de la multiplication des barrages de gardes-frontières, douaniers et gendarmes. Le passage d'un premier groupe de *djounoud* permet d'informer ceux qui suivent sur l'emplacement de ces barrages de contrôle et du personnel de sécurité présent, souvent connu par les *trabendistes*. On paie pour passer quand on peut ! Sinon la saisie des produits est immédiate. Les tarifs pour les produits illicites et autres marchandises importantes dépendent à la fois du chef de brigade, de l'influence du *maalem*, et de la nature de la marchandise, qui peut elle-même devenir le prix à payer, si on s'entend sur les quantités.

Passer par l'étape du *djoundi* demeure ainsi indispensable dans la constitution de la figure du *trabendiste*. La capacité de faire circuler la marchandise et le dynamisme commercial ne dépendent pas que des seules compétences

14. Entretien, Sidi Yahia (Maroc), avril 2010.

des commerçants installés dans les villes, le long des boulevards. En réalité ils ne sont que les derniers maillons d'une longue chaîne, où les grands *business* demeurent la valeur sûre, de par le capital investi, aussi bien financier que moral. Les petits *trabendistes* sont qualifiés de *djounoud*, appellation lourde de sens puisqu'elle renvoie à leur exposition au risque. Leur rôle est d'acheminer et écouler les produits sur les différentes places marchandes suivant la demande d'une clientèle exigeante.

**L**e *trabendo* constitue plus qu'une économie de débrouille, il représente une forme de mondialisation par la marge. Une marge qui a sa logique, ses acteurs et la reconnaissance de toute une société, qui peine à saisir la face illégale dans cette pratique qu'on pourrait qualifier de rédemptrice. Dans une Algérie où la frontière entre le formel et l'informel apparaît de plus en plus floue, où l'enrichissement soudain et inexplicé s'érige en nouveau mode d'affirmation sociale, pour une certaine catégorie de la société, le *trabendo* demeure la seule façon de rester visible, respecté et reconnu. Le *trabendo* est désormais l'unique alternative des jeunes des régions frontalières pour s'émanciper.

Fatima Nabila Moussaoui

Université Mohamed Benahmed-Oran 2

#### *Abstract*

#### **Trabendo. Globalisation from the margins**

*Trabendo, from the Spanish contrabando, is used to refer to a set of practices linked to trans-border illegal trade, and it has been increasingly present within Algerian society since the 1990s. It reflects a particular socio-economic reality and the general context of a country in search of models at a time of profound social changes. Trabendo is the product of new transnational actors whose success relies on their ability to negotiate, make links on both sides of the border, know the routes that commodities take and belong to influent networks. This article proposes an ethnography of trabendo at the Algeria-Morocco border which highlights the importance of personal strategies of "getting by" at the margins of the State as well as the blurred frontiers between legal and illegal, formal and informal.*